



Le «camusgate» a connu ses dernières heures de nouveaux rebondissements et la liste des soutiens du célèbre journaliste se réduit.

Depuis la diffusion sur les réseaux d'une sextape tournée dans les bureaux de la radio du journaliste Martin Camus Mimb à Douala, la toile s'enflamme et se déchire entre ceux qui soutiennent le journaliste et ceux qui l'accusent de complicité à l'atteinte de la morale publique et violation des Droits d'une jeune fille mineure.

Après l'ultimatum de 48 heures que lui a donné le lanceur d'Alerte Boris Berthold, pour présenter ses excuses à la jeune Malicka au cœur du scandale, l'ami du journaliste auteur de la vidéo, que ce dernier avait affirmé ne pas connaître, laissant entendre qu'il y avait un complot d'inconnu contre lui, a finalement fait une publication seulement 5h après l'ultimatum pour présenter des excuses plates.

Des excuses relayées dans une autre publication du journaliste qui avouait alors qu'ils connaissaient les protagonistes dont il avait nié une quelconque amitié quelques jours plutôt.

Il apparaissait alors qu'il était au minimum complice de ce qui s'est passé dans son bureau. 1h plus tard, ces publications vont disparaître des comptes respectifs du journaliste Camus MIMB et son ami Eteki incriminé.

De nouveaux développements qui vont amener les journalistes Aureole Tchoumi, le directeur de la communication de la CAF, Alex Siewe, Thierry Ngogang, l'ancien de STV, à retirer leur soutien, au même titre que les artistes Mahloox la viber, Dynastie le Tigre, l'influenceuse Flore de Lille ou encore l'humoriste Tagne Kondom.

Cependant, le journaliste peut toujours compter sur le soutien indéfectible de son frère de sang, le journaliste Paul Mahel, ou encore des journalistes Evelyne Owona Essomba, la nouvelle présidente de l'UPF, Nyemb Popoli, Lile Piedjou, Iedoux Yondjeu, Paul Sabin Nana, du ministre délégué à la justice, de l'humoriste Moustik ou de l'animateur Ben Benjo de Benji, de l'ancien secrétaire général du Gicam Alain Blaise Batongue, qui lui ont tous apporté leur soutien.

Au moment où nous mettons sous presse ces derniers n'avait fait aucun retro pédalage, assumant leur choix dans une affaire qui commence à s'apparenter à un vaste réseau de cyber pédopornographie.

Des collectifs d'avocats selon les informations de commence à se constituer aux Etats-Unis, en Europe et Cameroun pour porter l'affaire devant les tribunaux. La famille de l'adolescente Malicka Bayemi annonce également une plainte.

Le mouvement JusticePourMalicka initié par la journaliste Clarence Yongo s'active également pour défendre les Droits de la victime principal Malicka dont les images ont été diffusé sur la toile sans son consentement.

Le ministère public et les ministères en charge de la protection de le femme, de la famille, de la moralité publique, de la justice est pour le moment silencieuse. L'affaire promet sans doute de nouveau rebondissement.